



**Andriamanantsihoarana Andrianony et Robson Pierre
co-dirigeants du VONA Soamahamanina**

**APPEL A LIBÉRER LES RESPONSABLES DE L'ASSOCIATION VONA qui regroupe
les représentants des communautés locales opposées au projet
d'exploitation minière à Soamahamanina - Madagascar**

Le 22 septembre à Soamahamanina, les forces de l'ordre ont dispersé avec du gaz lacrymogène une manifestation de la population locale contre un projet minier. Par la suite, deux responsables de l'association VONA qui rassemble les représentants des villages impactés ont été arrêtés.

Nous réclamons la libération immédiate de Pierre Robson et de Tsihoarana Andrianony.

Nous réclamons la libération immédiate de Pierre Robson et de Tsihoarana Andrianony.

Soamahamanina est une commune de 14 000 habitants, située dans le district de Miarinarivo, région Itasy, à 70 km de la capitale malgache, Antananarivo.

L'obtention de permis d'exploitation d'or, zinc, fer, plomb et berillium par la société Jiuxing

Mines SARL pour 40 ans à Soamahamanina et dans la commune limitrophe d'Arivonimamo II et d'une autorisation exclusive de réservation de périmètre (AERP) à Morafeno a provoqué des manifestations des habitants le long de la Route Nationale 1 depuis le début de l'année 2016.

En effet, ce projet d'exploitation qui concerne 7 500 hectares a suscité le refus des habitants qui vivent actuellement sur la zone et renforcé leur détermination pour la défense de leurs terres, de leurs lieux de vie, de leurs ressources naturelles, de leurs moyens de subsistance, de leurs tombeaux, et pour la sauvegarde d'une église et d'une école dont la destruction est prévue.

La délivrance, le 26 mai 2016, sur le site d'Andravolobe à Soamahamanina du permis environnemental - dernière étape avant l'autorisation d'opérer - a mis en évidence un mode de consultation publique inacceptable car la grande majorité de la population impactée par le projet n'a pas été consultée ou a refusé. La population cite divers aspects de la dégradation de l'environnement qu'entraînerait l'extraction minière mécanisée.

Malgré cela, la compagnie investit le site avec de nombreux employés chinois, des camions et engins.

Dès le 20 juin, à la suite d'une réunion initiée par des évêques membres de l'organisation Justice et Paix, la population de Soamahamanina met en place un Comité de refus, qui donne naissance à l'association VONA Fitiavan-tanindrazana, (*Nœud du Patriotisme*) et regroupe les représentants des *fokontany* affectés.

Ce mouvement reçoit le soutien des organisations de la société civile, des voisins de la commune et d'un grand nombre de citoyens. A tel point que, le 19 juillet, l'ambassade de Chine à Madagascar et le Conseil de Gouvernement décide de suspendre les activités de la société Jiuxing Mines.

Mais le mouvement réclame le départ définitif de la société et de ses engins.

En fait, les autorités ne tiennent pas compte des doléances de la population et cherchent plutôt à la faire taire. C'est notamment le cas lors d'une visite du président de la République à

Miarinarivo, chef-lieu de la Région le 8 septembre où le déploiement de banderoles avait été interdit : les habitants de Soamahamanina réussissent à afficher leur revendication.

Sans écoute de la part du gouvernement, cette revendication émise en conférences de presse puis portée lors d'un défilé dans le village, se cristallise sous la forme d'un « ultimatum » fixé au 21 septembre. Le lendemain, la répression s'abat sur le mouvement.

Face à cette violence contre la population qui défend ses biens, face à la pression inacceptable sur des terres malgaches, vouées par les lois en vigueur à n'être qu'un eldorado pour des investisseurs miniers,

le Collectif TANY appelle les citoyens du monde entier à réclamer :

-□ la libération immédiate de Pierre Robson et de Tsihoarana Andrianony,

-□ l'arrêt de toute répression contre le mouvement populaire,

-□ et la satisfaction des revendications de la majorité de la population locale.

Paris, le 28 septembre 2016

Collectif pour la défense des terres malgaches - TANY